VI
LE TRAVAIL SOCIAL GENERAL.

Les entreprises de travail social général.

Jusqu'ici, nous n'avons pris en considération que des entreprises fournissant un produit palpable et mesurable. Nous avons cependant déjà fait remarquer que, dans diverses entreprises, on ne fabrique pas de produit à proprement parler et que ces entreprises n'en sont pas moins indispensables à la vie sociale. Nous avons cité, par exemple, les conseils économiques et politiques, l'enseignement, les soins médicaux, etc, en général des organisations "culturelles et sociales". Elles ne fabriquent pas de produit proprement dit. Leurs services s'intègrent immédiatement dans la société, la distribution s'effectuant ainsi directement au cours de la production. Une autre caractéristique de ces entreprises est le fait, qu' en société communiste, leurs services sont "gratuits" - ils sont à la disposition de chacun, dans la mesure de ses besoins. La distribution s'effectue sans mesure économique ous appellerons ce type d'entreprise, des ENTREPRISES DE TRAVAIL SOCIAL GENERAL (entreprises de T.S.G.) ou ENTREPRISES PUBLIQUES - afin de les distinguer des entreprises qui ne travaillent pas gratuitement, et que nous appellerons ici ENTREPRISES PRODUCTIVES.

Il est évident, que cette différence de type complique le calcul des comptes de la société communiste. Si toutes les entreprises fournissaient un produit palpable, il n'y aurait plus que peu de choses à ajouter à ce que nous avons déjà dit sur la production communiste. Il suffirait de s'arranger pour répartir exactement F, C et T entre les diverses entreprises, et la production pourrait, sans problèmes, poursuivre son cours, chaque entreprise rémunérant elle-même ses ouvriers en fonction du "rendement net de leur force de travail". Le temps de travail de chacun serait alors la mesure directe de la part de produit social destinée à sa consommation personnelle. Mais les choses ne sont pas si simples. Bien que les entreprises publiques usent de moyens de production et matières premières et consomment des denrées alimentaires pour assurer la subsistance de leurs travailleurs, elles n'ajoutent aucun nouveau produit à la masse existante des produits. Tout ce qui est usé et consommé par les entreprises publiques doit, par conséquent; être prélevé sur la masse des produits des entreprises productives. Mais cela signifie que les travailleurs ne seront pas rémunérés dans leurs entreprises en fonction du "rendement net de leur travail", car le temps de travail n'est pas la mesure directe de la part de produit social destinée à la consommation individuelle ; les travailleurs des entreprises productives devront céder une partie de leurs produits aux entreprises publiques. A première vue, il semble qu'il y ait par là, ruptute du rapport du producteur au rpoduit social. Et de fait, c'est bien ici,qu'est la difficulté sur laquelle tous les économistes se cassent la tête.

Ce qui doit nous importer, c'est bien entendu de trouver comment surmonter cette difficulté. Pour tous les économistes communistes cette question est un point noir. C'est cette difficulté qui explique, entre autres, le projet de Neurath, pour lequel un produteur-distributeur central, une centrale alloue, en nombre et en qualité,

la part de produit social dont doit jouir chacun, selon son "niveau de vie". D'autres développent ce point de vue de façon moins conséquente et veulent résoudre le problème à l'aide des impôts indirects (la Russie) - mais chez tous cependant, ce qui est accordé aux producteurs pour leur consommation individuelle reste d'une imprécision extrême. Pourtant il est un point sur lequel tous s'accordent : la résolution du problème rend nécessaire une direction et une gestion centrale de l'économis, un rapport exact entre le producteur et son produit n'entrant absolument pas en ligne de compte. Ce sont d'ailleurs les mêmes raisons qui expliquent pourquoi le "communisme libertaire" à la Sébastien Faure a recours, lui aussi, à une économie dirigée "par en haut".

Il nous faut donc considérer tout particulièrement ce point puisque c'est là que se trouvent les racines essentielles du communisme d'Etat. Effectivement, la solution ne devint possible qu'après la période révolutionnaire de 1917 à 1923, où les théories de Marx ainsi que celles de Bakounine - (ce n'est non pas l'Etat, mais bien l'union des associations libres de la société socialiste qui édifie le communisme) - avaient trouvé leur forme concrète : le système des Conseils.

La politique des prix de Leichter.

Le premier économiste qui approche la solution de ce problème est Otto Leichter : il fut en effet le premier à envisager l'économie communiste sous l'angle précis du "calcul du prix de revient". S'il n'est pas arrivé à trouver de solution satisfaisante, c'est qu'il est incapable, lui aussi, d'appliquer à la production et à la distribution la catégorie du temps social moyen de travail. Pour Leichter toute l'économie est un cartel gigantesque, le "cartel général" de Hilferding. La question dès lors est de savoir comment il va couvrir les frais des entreprises de T.S.G. Il ne veut pas recourir aux impôts et cherche, de ce fait, d'autres moyens, qu'il trouve d'ailleurs... mais en abandonnant la catégorie du temps social moyen de travail. Alors que Kautsky, incapable de résoudre la contradiction entre le temps moyen de travail usé dans les entreprises (valeur moyenne) et le temps moyen de travail social, s'empêtrait dans les pires difficultés, Leichter, pas plus que lui, ne réussissait à surmonter celles-ci. Cependant il ne se détourne pas pour autant du calcul du temps de travail. Il ne calcule pas la moyenne sociale de toute la "gilde" mais fixe le "prix" du produit par rapport à la moyenne de l'entreprise fonctionnant le moins bien, c'est-à-dire la plus onéreuse. Les autres entreprises travaillent de ce fait avec un bénéfice, qui revient à la caisse générale de la société. A propos de ces entreprises rapportant un bénéfice, il écrit ceci :

> "Celles-ci se retrouveront alors avec un compte différenciel ou, en termes capitalistes, avec un surplus de profit, qui bien sûr ne saurait nevenir à ces entreprises seules, mais qui devra être mis ailleurs à contribution." (p.31)

Bien que Leichter considère le calcul du temps de travail socialement nécessaire, tout au long du procès de production, comme la méthode de calcul la plus appropriée, il ne l'applique pas, comme nous l'avons déjà dit. Il ignore le temps social moyen de travail. Nous verrons qu'il essaiera ultérieurement de compenser une telle

inconséquence, sans réussir cependant à la surmonter.

Il s'avère vite que cette "source de revenus" n'est pas suffisante. En allant plus loin dans l'analyse du problème, Leichter essaye de cerner celui-ci exactement. Aussi envisage-t-il, en premier lieu, d'additionner toutes les dépenses publiques, puis de déterminer le nombre d'heures de travail fournies par l'ensemble de tpus les travailleurs durant l'année. (Il est évident qu'il faut, à cet effet, une comptabilité sociale générale) Il obtient ainsi deux chiffres, qui, mis en rapport l'un avec l'autre, donnent un nombre proportionnel. Etant donné que tous ses calculs sont basés sur le temps de travail, il a ainsi obtenu un nombre, qui indique la quantité d'heures de travail par personne, qu'il faut fournir aux entreprises publiques. Il a donc trouvé, de cette manière, de quelle quantité de force de travail dépensée dans les entreprises productives, il faut majorer le prix des divers produits, afin de couvrir les frais sociaux généraux.

> "Chaque lieu de production devra donc compter avec un certain fonds de production, revenant à la régie générale de toutes les fabriques du même type ; ce fond sera fixé annuellement, lors de l'établissement du bilan d'ensemble de la production ou - en langage capitaliste - du plan économique. (p.65). La somme totale de ce qui revient ainsi aux régies, qui repose de ce fait sur la totalité de la production, sera mise en rapport avec une mesure, de préférence, sans doute, avec la somme totale des heures de travail fournies au cours de la production et de la répartition ; lors du calcul du prix de revient des produits, on ajoutera à celui-ci le chiffre proportionnel ainsi obtenu, de sorte que, dans le prix de revient de la marchandise, se trouvent inclus également les frais généraux de la société. Vouloir augmenter des mêmes faux frais généraux le prix de tous les produits, des plus primitifs et des plus luxueux, des plus simples et des plus compliqués, des plus indispensables et des plus superflus, serait assurément une injustice et aurait presque l'effet d'une contribution indirecte. Une des tâches les plus importantes du parlement économique ou de la direction économique suprême sera de fixer, pour chaque branche de l'industrie, ou pour chaque produit, les fonds revenant à la régie générale, mais toujours de telle sorte que les faux frais généraux reviennent à la société. Ainsi aura-t-on également la possibilité d'influencer la politique des prix d'un point de vue central..." (p.66)

Cette conception de Leichter est très curieuse. Pour échapper au reproche de la levée d'impôts indirects, il ne veut pas laisser tous les membres de la société porter également les frais de l'enseignement, des soins médicaux, de la distribution, etc... Manifestement il faut que les revenus élevés soient sujets à une pression plus grande que ceux des travailleurs comblés par les physiologues de la nutrition. Cependant il nous faut avouer que pour nous une telle mesure prend, justement de ce fait, caractère d'impôts indirect. N'avons nous pas ici affaire aux frais occasionnés par les établissements sociaux généraux? Pourquoi les "riches" sont-ils mis, ici, plus à contribution que ceux qui n'ont droit qu'à la nutrition scientifique et physiologique? La conscience embarrassée de Leichter aurait-elle des remords et essayerait-elle d'adoucir sa répartition antagoniste du produit social?

Si cependant nous laissons de côté, tout ce qui, dans ses analyses, est superflu, et si, concrètement, nous nous demandons comment Leichter obtient les frais sociaux généraux, nous voyons que c'est, d'une part, grâce au bénéfice des entreprises, d'autre part, grâce aux impôts indirects. S'il a l'air de vouloir fixer certaines normes au prix des produits, dans la pratique, il prélève sur chaque branche de l'industrie et sur chaque produit un certain montant. Quels sont ces produits? C'est là une chose qui sera déterminée par les rapports de force de la société de classe de Leichter par les forces que les travailleurs pourront développer face à "leur direction suprême". Nous constatons, pour cela, que Leichter est incapable de résoudre le problème. Confronté à la pratique, son "rapport exact" tourne à la déconfiture pure.

La répartition du produit.

Il n'aurait cependant pas été nécessaire à Leichter, même en appliquant sa répartition antagoniste du produit, de recourir aux impôts indirects.et à la politique des prix. Le problème a été, pour l'essentiel, correctement posé. Les frais généraux de la société ne peuvent incomber qu'à la force de travail directement dépensée. C'est là un fait qui apparaît immédiatement, dès lors que l'on considère, d'un point de vue d'ensemble, le processus économique dans toute sa simplicité.

GRACE A SA PRODUCTION,LA SOCIETE CREE DES PRODUITS SOUS DES FORMES MULTIPLES? DANS CES PRODUITS EST EXPRIME LE NOMBRE D'HEURES SOCIALES MOYENNES DE TRAVAIL QU'ELLE A ABSORBE LORS DE LA FABRICATION. CETTE MASSE DE PRODUITS PERMET TOUT D'ABORD AUX ENTREPRISES PRODUCTIVES DE RENOUVELER LEURS MOYENS DE PRODUCTION ET LEURS MATIERES PREMIERES. PUIS LES ENTREPRISES DET.S.G. FONT LA MEME CHOSE, LE RESTE DES PRODUITS ETANT CONSOMME PAR TOUS LES TRAVAILLEURS. TOUT LE PRODUIT SOCIAL EST AINSI ABSORBE PAR LA SOCIETE.

Ce sont donc tout d'abord les entreprises productives qui prélèvent sur la masse des produits leur usure en f. et c. Cela signifie simplement que toutes les entreprises ont, chacune pour soi, calculé leur usure en F. et en C., qu'ils ont fait entrer celle-ci dans le prix de revient de leur produit, et qu'ils renouvellent maintenant tous leurs matériaux, dans la mesure déterminée par ce calcul.

Reprenons une nouvelle fois le schéma de la production, étendu à la totalité des entreprises productives :

F	+	C	+	T	= masse des produits.
100millionns	+	600 millions	+	600 millions	= 1300 millions d'heures de travail

Toutes les entreprises réunies useraient donc, ici, de 700 millions d'heures de travail (pour F. et C.). Celles-ci sont ptélevées sur le produit social total, de sorte qu'il restera encore une masse de produits représentant 600 millions d'heures de travail.

Les entreprises publiques prélèvent, à présent, sur cette masse de produits leurs moyens de production et leurs matières premières, le reste étant à la disposition de la consommation individuelle.

Afin de pouvoir saisir concrètement cette répartition, il est nécessaire de connaître la consommation totale des entreprises publiques. Appelons les moyens de production nécessaires à ces entreprises publiques F.p; les matières premières C.p. et la force de travail T.p. (la lettre "p" signifie "public"), et nous pourrons

établir le budget total des entreprises publiques, par exemple comme suit :

$(F_{(p)} + C_{(p)}) + T_{(p)}$ = " services publics".

8 millions+ 50 millions + 50 millions = 108 millions d'heures de travail.

De là, il nous est possible de faire un nouveau pas en avant. Onnprélève donc tout d'abord 58 millions d'heures de travail sur le produit ayant coûté 600 millions d'heures de travail aux entreprises productives, afin d'assurer la reproduction (F.p. + C.p.) des entreprises de T.S.G. Il ne nous reste ainsi plus que 542 millions d'heures de travail pour la consommation de tous les travailleurs. La question est à présent de savoir ce que cela représente pour chaque travailleur. Pour répondre à cette question, il nous faut déterminer, quelle part du produit de la force de travail des entreprises productives est absorbée par les entreprises publiques. Et nous aurons résolu le problème.

Dans les entreprises productives, les travailleurs ont travaillé 600 millions d'heures de travail et dans les entreprises de T.S.G., 50 millions. Cela représente, pour tous les travailleurs réunis, une somme de 650 millions. Il n'y a cependant que 542 millions d'heures de travail à la disposition de la consommation individuelle. Du produit total de la force de travail, il n'y a qu'une partie équivalente à $\frac{542}{650} = 0,83$ à la dispositépn de la consommation individuelle. L'entreprise ne peut donc pas payer le produit intégral de la force de travail, mais seulement 83%.

Le chiffre ainsi obtenu, qui indique quelle est la part de forde de travail qu'il reste à répartir, en guise de salaire, dans les entreprises, nous l'appelleront le FACTEUR DE PAYEMENT ("facteur de consommation individuelle" ou F.C.I.). Dans notre exemple il se monte à0,83, ce qui signifie qu'un travailleur qui a travaillé 40 heures, ne touchera qu'un salaire équivalent à 0,83 × 40 = 33,2 heures de travail, sous forme de bons lui permettant d'acquérir les produitâ sociaux de son choix.

Pour donnet une forme générale à ce qui vient d'être dit, essayons d'établir une formule pour le facteur de consommation individuelle. Il s'agit de déterminer T. On retranche (F.p. + C.p.), reste donc à sa disposition :

$$\frac{T. - (F_{(p)} + C_{(p)})}{T. + T_{(p)}}$$

Pour plus de clarté, mettons à la place des lettres les chiffres de notre exemple et nous obtenons :

$$F.C.I. = \frac{600\ M. - 58\ M.}{600\ M. + 50\ M.} = \frac{542\ M.}{650\ M.} = 0;83$$

Ce calcul est possible, parce que toutes les entreprises tiennent un compte exact de leur usure en f., c. et t. La comptabilité sociale générale qui enregistre, grâce à un simple virement, le flux des produits, dispose de manière simple de toutes les données nécessaires à l'établissement du facteur de payement. Ce sont T., F.p. C.p. et T.p. et ils résultent d'une simple addition effectuée dans le "compte de virement" de l'entreprise.

Grâce à un tel procès de production et de répartition, il n'y a personne pour "allouer" la part de produit social qui revient à chaque consommateur individuel. On n'a pas affaire, ici, à une répartition qui découle de la production matérielle elle-même. Le rapport du producteur au produit réside dans les choses elles-mêmes, et c'est justement à cause de cela qu'il n'incombe à personne d"allouer" quoi que ce soit. C'est d'ailleurs là aussi ce qui explique qu'une telle économie peut se passer totalement d'un appareil d'État. Toute la production et toute la distribution se situent sur un terrain réel, parce que les producteurs et les

consommateurs peuvent, précisément grâce à l'existence de ce rapport, diriger et gérer eux-mêmes tout le procès économique.
Au cours de diverses conférences que nous avons tenues sur ce sujet, quelques auditeurs exprimèrent leur crainte de voir la comptabilité sociale générale s'instaurer en un nouvel organe d'exploitation, parce que c'est à elle qu'incombe la fixation du F.C.I. Ne pourrait-elle pas, par exemple; calculer ce facteur trop faiblement?

Mais le fait est qu'il n'existe aucune base pour asseoir une quelconque exploitation. L'économie communiste ne connait que des organisations d'entreprises. Quelles que soient les fonctions de celle-ci, toutes se meuvent à l'intérieur des limites que leur impose le budget. La comptabilité sociale générale n'est elle-même qu'une organisation d'entreprise (de travail social général) et elle aussi ne peut se mouvoir qu'à l'intérieur des limites déterminées par la production. Elle n'a aucun pouvoir sur l'appareil économique, parce que la base du procès de production etdistribution est une base matérielle à partir de laquelle toute la société peut contrôler entièrement l'ensemble de l'économie. Il est certain, à l'inverse, que toute l'économie dont la base n'est pas le rapport exact du producteur à son produit, dans laquelle ce rapport est déterminé par des personnes, se transformera fatalement en appareil d'oppression -même si l'on y aboli la propriété privée des moyens de production.

La "Socialisation" de la répartition.

Nos considérations sur le facteur de paiement nous obligent à aborder encore un autre problème, directement lié à celui-ci - il s'agit du procès de développement de la société en direction du communisme intégral.

Une des caractéristiques essentielles des entreprises de T.S.G. est le fait, qu'elles permettent à chacun de "prendre selon ses besoins". L'heure de travail n'est donc plus ici la mesure de la répartition. Le développement de la société communiste entrainera un accroissement de ce type d'entreprise, si bien que l'alimentation, les transports, l'habitat, etc, bref la satisfaction des besoins généraux deviendront eux-aussi "gratuits". Cette évolution est un procès qui, en ce qui concerne le côté technique de l'opération, peut s'effectuer rapidement. Le travail individuel sera d'autant moins la mesure de consommation individuelle, que la société évoluera dans une telle direction, qu'il y aura de plus en plus de produits distribués selon ce principe. Bien que le temps de travail individuel soit la mesure de la répartition individuelle, le développement de la société entraînera la suppression progressive de cette mesure. A ce propos, rappelons ce que Marx disait de la répartition : "Le mode de répartition variera suivant l'organisme producteur de la société et le développement historique des producteurs. Ce n'est que pour faire un parallèle avec la production marchande que nous supposons que la part de chaque producteur est déterminée de façon claire et nette. Tandis que la répartition ne cesse d'être "socialisée" de plus en plus largement, le temps de travail continue, quant à lui, à être tout simplement la mesure de la part de produit qu'il reste à répartir individuellement.

Le procès de "socialisation" de la répartition ne s'effectue pas automatiquement ; il dépend de l'initiative des travailleurs. Mais c'est que celle ci aura alors aussi tout l'espace qu'il lui faut. Si la production a atteint un niveau d'organisation tel que celui-ci permette à une certaine branche productive, fabriquant un produit manufacturé destiné à la satisfaction des besoins individuels, de mesa production sans accroc, rien ne s'oppose à ce que l'on classe cette entreprise dans la catégorie des entreprises publiques (T.S.G.).

Tous les comptes de ces entreprises restent de toute façon identiques. Les travailleurs n'ont nullement besoin, ici, d'attendre le bon vouloir des fonctionnaires d'Etat, d'attendre jusqu'à ce que ces messieurs contrôlent suffisamment la branche productive en question. Chaque entreprise ou chaque complexe d'entreprises étant, en ce qui concerne leur comptabilité, une unité fermée, la "socialisation" peut être effectuée par les producteurs eux-mêmes.

Grâce à la gestion autonome des entreprises, la production est d'une très grande mobilité, ce qui accélère le développpement sans entraves du procès économique. C'est ainsi qu'il sera par exemple également tout à fait naturel que la "socialisation" suive un rythme différent selon les endroits, parce que dans telle entreprise se fera sentir un plus grand besoin d'installations culturelles que dans telle autre. C'est d'ailleurs grâce à la mobilité de la production qu'une telle différence dans le développement est possible. Si les travailleurs d'un district de production désirent, par exemple, ouvrir encore quelques salles de lecture publiques, cela leur est possible sans plus de problèmes. Aux entreprises de T.S.G. s'ajouteront alors de nouvelles institutions, d'une importance plus locale, de sorte que les frais qu'elles occasionneront devront être portés par le district de prodution conçerné. On modifiera le F.C.I. pour ce district, sans qu'il y ait pour autant rupture de rapport du producteur à son produit. Les producteurs peuvent ainsi construire eux-mêmes la vie dans ses mille et une nuances.

Le procès de développement de la libre satisfaction des besoins se ment dans des limites fixes ; il est une action consciente de la société, le rythme du développement étant déterminé, pour l'essentiel, par le niveau d'évolution des consommmateurs.La rapidité avec laquelle pourra être "socialisée" la répartition dépend de la rapidité avec laquelle ceux ci apprendront à gérer avec économie le produit social, c'est-à-dire à ne pas dépenser inutilement. Il importe peu, pour les comptes effectués au niveau de la production globale, qu'il y ait beaucoup ou peu d'entreprises de T.S.G. La transformation en entreprise de T.S.G. d'une entreprise qui mettait auparavant son produit à la disposition de la consommation individuelle moyennant un salaire, entraine d'une part un accroissement du budget total des entreprises de T.S.G., d'autre part une diminution de la somme des biens de consommation touchés à l'aide d'un salaire. Le facteur de paiement diminne donc de plus en plus, au fur et à mesure que la société communiste se développe. Sans doute ne pourra-t-il jamais disparaître complètement, parce que seules peuvent se transformer en entreprises de T.S.G. les entreprises qui assurent la satisfaction des besoins <u>généraux</u>. Les divers besoins naissant des particularités propres à chaque individu ne pourront sans doute guère être inclus dans la répartition sociale. Mais l'important n'est pas là -ce qui importe c'est que la voie vers la socialisation soit tracée avec netteté.

Pour les marxistes officiels, les considérations qui précèdent relèvent de l' "utopie pure" et n'ont rien à voir avec Marx. Dans notre conclusion nous analuserons de plus près ce problème de l' "utopie". Quant aux conceptions de Marx, nous pouvons dire qu'elles concordent en tous points avec les nôtres. Voici ce qu'il écrit au sujet de la "phase supérieure" du communisme, appelée par nous distribution "socialisée" :

> "Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, par suite, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail corporel ; quand le

travail sera devenu non seulement le moyen de vivre, mais encore le premier besoin de la vie ; quand avec l'épanouissement universel des individus, les forces productives se seront accrues et que toutes les sources de la richesse coopérative jailliront avec abondance -alors seulement on pourra s'évader une bonne fois de l'étroit horizon du droit bourgeois, et que la société pourra écrire sur ses bannières :
"De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins".
(Gloses marginales, p.1420)

Cependant Marx pense également que cela est d'abord le résultat d'un processus de développement :

"La société que nous avons ici à l'esprit, ce n'est pas celle qui ~~s'est développée~~ sur ses bases propres, mais au contraire, celle qui vient ~~d'émerger de la société capitaliste~~ ; c'est donc une société qui à tous égards, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancien ordre où elle a été engendrée. Le producteur individuel reçoit donc - toutes soustractions opérées- exactement ce qu'il lui a donné. Ce qu'il lui a donné c'est son quantum individuel de travail. Par exemple, la journée sociale du travail se compose de la somme des heures de travail individuel; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion de la journée de travail qu'il a fournie, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon certifiant qu'il a fourni telle somme de travail (après déduction du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des réserves sociales exactement autant d'objets de consommation que lui a coûté son travail. Le même quantum de travail qu'il a donné à la société sous une forme il la reçoit en retour sous une autre."
(Gloses marginales, p. 1418-1419)

Les entreprises mixtes.

Nos considérations relatives au facteur de consommation individuelle partent du fait que les entreprises productives se reproduisent d'bord elles-mêmes, complètement ; la force de travail de ces entreprises a ensuite la charge de l'usure en moyens de production des entreprises publiques. C'est ainsi qu'il reste T. -(F.p. + C.p.) heures de travail à la disposition de la consommation individuelle. Mais avec le développement plus poussé du communisme, l'établissement de ces comptes se transformera, car il y aura alors beaucoup d'entreprises qui travailleront simultanément pour la consommation individuelle, et pour la poursuite de la production - telles, par exemple, les centrales électriques. L'éclairage et le chauffage des maisons d'habitation satisfont les besoins individuels, mais le produit de ces centrales est aussi absorbé par les entreprises productives en tant qu'éclairage et en tant quÉnergie, en tant que matière première. Lorsque la société est assez mûre du point de vue productif et social pour que l'on puisse passer à la livraison individuelle et gratuite d'électricité, apparaît un nouveau type d'entreprises, qui relève autant de l'entreprise productive que de l'entreprise publique. Ce sont ces entreprises que nous appelons entreprises mixtes. Au fur et à mesrure de la progression de la "socialisation", ce type gagnera de plus en plus en ampleur.

IL est évident que la comptabilité de l'entreprise ainsi que le F.C.I. s'en ressentiront. La comptabilité exige que l'entreprise mixte soit classée dans l'un des types d'entreprises principaux -soit

productif, soit public. Pour simplifier [illegible] sement des comptes on peut, soit classer toutes les entreprises mixtes dans la catégorie des entreprises productives, soit dans celle des entreprises publiques. On peut cependant ainsi ranger telle entreprise dans la catégorie productive, l'autre dans la catégorie publique, selon la situation. La comptabilité ne gêne donc nullement la mobilité de la production et de la répartition. Considérons tout d'abord le cas d'une entreprise mixte que l'on aurait classée dans la catégorie des entreprises productives, et les conséquences qui s'ensuivent pour le F.C.I.

Auparavant, lorsque notre centrale électrique était encore une entreprise entièrement productive, on portait au crédit du compte de virement tous les kilowatts qui avaient été fournis à la consommation individuelle ou aux autres entreprises, et la centrale pouvait, en fonction de ses comptes, se reproduire. Mais le passage à la "livraison individuelle gratuite engendre un déficit dans le compte de virement, dont le montant est précisément celui de la consommation individuelle. Les heures de travail nécessaires à la production de courant alternatif ou continu pour la consommation individuelle doivent de ce fait être restituées à la centrale électrique à partir du F.C.I. Ce déficit est à la charge du budjet de T.S.G. et fait baisser le F.C.I. Si, dès lors, on additionne tous les déficits des entreprises mixtes, on obtient le déficit général, que la diminution du F.C.I. devra compenser. Si nous appelons ce déficit général D., alors :

$$F.C.I. = \frac{T. - (F_{(p)} + C_{(p)}) - D.}{T. + T_{(p)}}$$

Considérons à présent cette centrale électrique en tant qu'entreprise publique. La production des entreprises de T.S.G. est une production sans "revenu" ; aussi leur production est-elle entièrement aux frais de la force de travail des entreprises productives. L'entreprise mixte travaille cependant, grâce à la livraison de moyens de production ou de matières premières à d'autres entreprises, avec un crédit dans son compte de virement - ce qui veut dire qu'elle peut se reproduire elle-même en partie. Son usure totale en (f.p. + c.p.) +t.p. n'est pas à la charge de la force de travail des entreprises productives, parce qu'elle peut subvenir en partie à la reproduction de ses moyens de production et de ses matières premières. Si nous désignons par C. (crédit) la part de production qui permet à ces entreprises de se reproduire elles-mêmes, alors la charge de la force de travail des entreprises productives sera seulement de (f.p. + c.p.) + t.p. - c. Si toutes les entreprises mixtes fonctionnent ainsi le F.C.I. sera :

$$F.C.I. = \frac{T. - (F_{(p)} + C_{(p)}) - C.}{T. + T_{(p)}}$$

C'est le troisième et dernier cas que nous analyserons, qui correspond en fait à la manière dont on établira réellement la comptabilité de ces entreprises. Telle entreprise mixte sera rangée, au niveau de ses comptes, dans la catégorie des entreprises productives, telle autre dans celle des entreprises publiques. Les entreprises productives mixtes réclameront au budjet de TSG un montant de D.(déficit) heures de travail, alors que les entreprises mixtes publiques auront livré en retour aux entreprises productives un montant de C.(crédit) heures de travail. A la charge du F.C.I. il reste donc D.-C. Le facteur de consommation individuelle sera alors :

$$F.C.I. = \frac{T. - (F_{(p)} + C_{(p)}) - (D. - C.)}{T. + T_{(p)}}$$

avons choisi la formule ci-dessus pour des raisons de clarté. Un approfondissement plus poussé de ces problèmes exige que C. et D. soient exprimés en (F. + C.), ce qui, d'ailleurs, ne pose aucune difficulté.)

VII

LA REPARTITION (DISTRIBUTION) COMMUNISTE

Le rapport du producteur au produit

Après tout ce qui vient déjà d'être dit, nous pouvons être brefs en ce qui concerne la production. Tout tient dans le rapport exact du producteur au produit. Nous avons vu de quelle manière les économistes qui se sont occupés du problème de répartition des biens dans la société communiste, se refusent à laisser la production elle-même déterminer ce rapport et comment, au contraire, ils en font le point de litige central de la lutte politique et économique des consommateurs. En fait cela signifie tout bonnement que la lutte pour le pouvoir, la lutte pour la maîtrise du rapport du producteur au produit au sein de la société se déchaîne de plus belle, qu'elle poursuit ses effets néfastes. Si, au contraire, le producteur déterminait directement par son travail même, son rapport au produit social, toute politique des "prix" deviendrait totalement impossible. Ce n'est qu'à ce moment que nous sommes en présence des conditions requises pour le dépérissement de l'Etat, ce n'est qu'à ce moment que nous pouvons dire:

> "La société qui réorganise la production au moyen de l'"association des producteurs libres et égaux" renvoie toute la machinerie d'Etat à la place qui sera alors la sienne dans le monde des antiquités, à côté du rouet et de la hache en bronze. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des procès de production. L'Etat n'est pas aboli, il s'éteint"
>
> (F. Engels: AntiDühring p. 320)

Après la fixation du rapport déterminant entre producteur et produit, il ne reste plus qu'à opérer la jonction horizontale et verticale des entreprises, pour donner une forme aussi rationnelle que possible au procès de production. Cette jonction est un processus dont l'initiative appartient aux producteurs. A l'heure actuelle aussi, c'est à partir des lieux de production que s'opèrent les jonctions capitalistes dans la production - mais ce sont les intérêts du profit qui poussent les entreprises à fusionner, à former des trusts, des cartels et autres organisations analogues. En régime communiste, où les intérêts du profit n'existent plus, il s'agit de réunir les entreprises entre elles, de telle sorte qu'un flot régulier de produits circule d'entreprise à entreprise, ou vers les coopératives. La comptabilité exacte de ce qui entre dans les entreprises et de ce qui en sort, exprimée en heures de travail, mesure le bon fonctionnement de ce procès de circulation. Celui-ci peut alors être réglé par les producteurs eux-mêmes sans

intervention étatique. La répartition de la plus grande partie du produit social, c'est-à-dire les moyens de production renouvelés qui entrent dans telle ou telle entreprise, est, sans plus de formalité, du domaine des producteurs eux-mêmes.

Si nous considérons à présent la répartition des produits destinés à la consommation individuelle, il nous faut tout d'abord insister sur la dépendance réciproque de la production et de la répartition.. De même qu'une gestion centrale de l'économie entraîne une allocation "personnelle" des produits, de même l'association des producteurs libres et égaux rend nécessaire l'association des consommateurs libres et égaux. Ainsi la répartition se fait, elle aussi, de façon collective, grâce à une coopération dans tous les domaines. Nous avons déjà montré à quel point ce qui s'est passé en Russie a été, à ce niveau, exemplaire; comment les consommateurs s'unirent, en un temps record, afin de pouvoir répartir eux-mêmes leurs produits, c'est-à-dire indépendamment de l'Etat; que cette autonomie des consommateurs russes n'est en fait qu'une farce parce que le rapport du producteur au produit a été déterminé tout d'abord dans les sphères supérieures du pouvoir. Quoi qu'il en soit, la forme de la distribution reste un acquis qu'on ne saurait remettre en question.

Nous n'avons pas l'intention de faire, ici, une description de la jonction des coopératives de consommation. Celle-ci variera sûrement en fonction de circonstances locales et de la nature du produit à distribuer. Ce qu'en revanche, il nous faut préciser ce sont lesprincipes de base généraux d'une telle jonction tels qu'ils résultent du caractère de la comptabilité sociale. Cette nécessité s'impose parce qu'il nous faut montrer que le procès de distribution ne remet pas en cause le rapport exact du producteur au produit.

Lorsque nous avons analysé le travail social général, nous avons vu comment ce rapport s'établit, sans être en rien gêné par l'existence de faux frais généraux dans la société, et comment ainsi le "produit total de la force de travail" retourne aux travailleurs. Mais ceci revient à dire que les faux frais doivent être inclus dans le budget général du travail social général (T.S.G.). <u>La répartition du produit est une fonction sociale générale</u>.

Les faux frais de la répartition ne peuvent donc incomber à chaque coopérative de consommation en particulier, sinon le rapport exact du producteur au produit serait rompu. L'administration de l'organisation de distribution serait obligée de mener une "politique des prix" afin de couvrir ces faux frais et nous nous trouverions denouveau face à une allocation "personnelle" des produits. Si nous remarquons qu'une organisation de distribution

consomme, elle aussi, f et t, nous en concluons qu'elle a le caractère d'une entreprise de travail social général. Le produit ou le service qui est le résultat de son activité est précisément la répartition des produits.

De cette caractérisation découle directement que ces organisations sont soumises aux mêmes règles que toutes les entreprises de T.S.G. Elles établissent, elles aussi, un budget , estiment la somme f + c + t dont elles auront besoin pour la période de travail à venir, ainsi que la quantité à répartir. Leur schéma de production se formule comme n'importe quel autre: (f+c) +t est un service public (X heures de produit à répartir). L'organisation de distribution a une entière liberté d'action dans le cadre de ce schéma: elle est maître chez elle, la distribution ne remettant pas en cause le rapport exact du producteur au produit.

Le marché

Une fois la base et la forme de la distribution précisées, il reste à élucider un problème important. Il s'agit de savoir si la quantité de chaque produit est disponible. En d'autres termes, il faut que la production soit en accord avec les besoins de la population. Il nous faut donc avant tout connaître les besoins afin de pouvoir, d'après eux régler harmonieusement la production des entreprises. Il s'agit là d'un point d'autant plus sensible que c'est précisément là que les adversaires du communisme font porter leur critique. Ils expliquent sans ambage que le communisme qui veut remplacer l'économie de profit par une économie des besoins, ne dispose d'aucun moyen pour évaluer ces besoins. Le capitalisme résoud automatiquement ce problème. Dès qu'un besoin plus important de certains produits se manifeste, cela se traduit sur le marché par une augmentation des prix. L'élévation des profits qui en résulte appâte les entrepreneurs de sorte que les capitaux affluent vers les lieux de production de ces articles, répondant ainsi rapidement à la croissance des besoins. Une diminution de ceux-ci a un effet opposé sur la production. C'est ainsi que le mécanisme de marché réalise une mesure des besoins.

On sait assez que ce mécanisme n'est pas tout aussi innocent qu'il en a l'air. C'est justement en lui qu'il faut chercher l'origine des grandes crises de production qui livrent des milliers de gens à la famine, ainsi que celle des ambitions impérialistes qui conduisent des millions à s'égorger sur les champs de bataille. Malgré tout le marché, en régime capitaliste, est (et était autrefois encore plus) l'appareil de mesure des besoins. Le communisme rejette le marché et refuse la fixation des prix par l'offre et la demande. Il devra donc arriver à ses fins sans recourir à ce mécanisme dont on a tant vanté les bienfaits. Mises, pourfendeur patenté de communistes, croule sous les lauriers et les applaudissements lorsqu'il prouve à son

public de braves bourgeois l'impossibilité économique du communisme. 3 Là où la libre circulation du marché n'existe pas, il n'y a pas fixation des prix et, sans fixation des prix, il n'y a pas de "comptabilité économique"." (Mises: L'économie collective, Iéna 1922, p. 210)

Pour Block la chose n'est pas plus claire:

"Une fois que l'échange individuel a été supprimé, la production devient socialement nécessaire, et il en va de même pour les produits. Mais Marx ne se casse guère la tête pour expliciter les méthodes d'après lesquelles la nécessité sociale va se créer et s'installer. Tant qu'on ne peut montrer par quoi il faut remplacer le mécanisme du marché, toute comptabilité économique appliquée à une économie collectiviste, c'est-à-dire tout socialisme rationnel, est impensable."

(Block: La théorie marxienne de l'argent, p.121-122)

Block ne sait que faire. Les solutions préconisées par Neurath et consort, il les tient pour non-viables, ce en quoi nous ne pouvons lui donner tort. Toutes, en effet, se ramènent à une seule et unique recette, conçue dans la ligne de Hilferding, qui veut liquider le problème "à l'aide de tous les moyens fournis par une statistique organisée de la consommation" ce qui, une fois encore, réintroduit un droit de disposition centralisé sur le produit social.

Avant d'aborder cette question, il nous faut examiner les différents caractères de la distribution capitaliste et communiste. Dans ce qui précède nous avons admis qu'en régime capitaliste, le marché était un instrument de mesure des besoins. Si, cependant, nous allons au fond des choses, il apparaît que cela n'est vrai que de manière restreinte. Qu'en est-il en fait? La force de travail est une marchandise dont le prix sur le marché est fixe ou fluctuant. Ce prix tourne autour du minimum vital du travailleur. Avec ce que lui rapporte la vente de sa force de travail, le salaire, l'ouvrier reconstitue celle-ci, un point c'est tout. Le produit social peut bien croître à l'infini, le travailleur n'en tire que son minimum vital. Sans aucun doute, ses besoins croissent, sollicité qu'il est par la masse énorme des produits qui lui sont d'ailleurs inaccessibles. Le capitaliste a beau se référer avec complaisance à son mécanisme de marché qui évalue si bien les besoins, <u>en fait il ne les connaît pas réellement</u>, éventuellement encore moins bien que ceux qui veulent remplacer le marché par un appareil statistique. D'ailleurs il n'est nullement nécessaire, pour le capitaliste, de connaître le marché justement parce qu'il ne travaille pas pour satisfaire les besoins mais pour acquérir des profits. En ce qui touche le prolétariat, tout ce fameux mécanisme du marché ne se meut qu'à l'intérieur de limites étroites, prescrites par le minimum vital, et où le problème d'une connaissance des

besoins au sens communiste de ce terme, ne se pose absolument pas. Les économistes bourgeois le savent fort bien. Block écrit:

"Le procès de fixation des prix veille à ne satisfaire que les besoins les plus pressants, c'est-à-dire les besoins qui exigent un maximum de pouvoir d'achat."

(Block: la théorie marxienne de l'argent, p.122)

Le communisme ne connaît qu'une répartition égalitaire du produit social parmi tous les consommateurs. C'est ainsi que la force de travail cesse d'être une marchandise, avec son prix. L'augmentation du produit social entraîne immédiatement une augmentation de la part individuelle de produit consommable, lorsque, dans chaque produit, se trouve exprimé le rapport du producteur au produit, les prix n'ayant plus de raison d'être. L'établissement de l'heure de travail comme unité de compte ne sert qu'à assurer la reproduction de la partie matérielle de l'appareil de produdtion et à ordonnancer la répartition des biens de consommation.

Ces quelques remarques sur la répartition capitaliste et communiste des produits faites, il devient évident qu'un marché où l'on établit les prix et où doivent s'exprimer les besoins, n'existe effectivement pas en régime communiste. Le communisme devra d'abord créer les organes à travers lesquels se manifesteront les désirs et les exigences des consommateurs. Ce que le capitalisme ne connaît pas, les besoins des travailleurs, devient pour le communisme la ligne directrice de la production.

Donc quand Block se demande par quoi sera remplacé le marché, nous pouvons lui répondre tout de suite qu'il ne sera absolument pas remplacé. Le communisme commencera par mettre en place, dans les organisations de distribution, les organes qui exprimeront collectivement les désirs individuels.

La réunion et la collaboration des organisations de distribution avec les entreprises productives est un problème que seule la vie courante pourra résoudre. L'initiative des producteurs et des consommateurs trouvera ici son plein épanouissement. Tout comme la libération des travailleurs ne peut être l'oeuvre que des travailleurs eux-mêmes, de même le rattachement organisationnel de la production aux organisations de distribution exprimant les besoins véritables de la population, sera l'oeuvre des producteurs-consommateurs eux-mêmes.

Les économistes qui estiment ne pouvoir se passer du mécanisme de marché renvoient perpétuellement au fait qu'il est impossible de connaître les besoins lorsqu'il n'y a plus de marché. De plus les besoins sont un facteur capricieux qui peut se renverser assez soudainement parce que le caractère fantasque de l'homme se manifeste dans le caractère fantasque de ses besoins. C'est ainsi qu'assez soudainement un nouveau besoin peut faire

son apparition et un autre disparaître tout aussi soudainement. Les cabrioles de la "mode" nous en donnent maint exemple instructif. Cela étant, le marché donne à l'appareil de production la possibilité de suivre fidèlement tous ces revirements et de satisfaire, en conséquence, les besoins.

Nos critiques ont un argument massue contre le communisme lorsqu'ils soulignent le fait qu'il tue ce que la vie a de plus vivant. Et ils ont raison lorsqu'ils exercent leurs talents polémiques contre le communisme d'acception courante qui veut recenser tous les besoins "à l'aide de tous les moyens fournis par une statistique organisée de la consommation" et qui se caractérise par un droit de disposition central sur la production et la distribution. En réalité la vie courante ne se laisse pas saisir à coup de statistiques; sa richesse est précisément dans sa diversité. Prétendre embrasser l'ensemble des besoins avec une statistique est totalement dépourvu de sens. Les statistiques ne vont jamais au delà des généralités et ne peuvent venir à bout des particularités. Aussi pouvons nous dire qu'une production établie en fonction de statistiques de consommation n'est pas une production mise au service des besoins, mais bien une production qui suit certaines normes que la direction centrale prescrit pour la société conformément aux indications fournies par les physiologistes de la nutrition. Les objections de nos critiques s'évanouissent en fumée dès que la production et la distribution sont aux mains des producteurs eux-mêmes. La réunion des consommateurs dans leurs coopératives et le rattachement direct de celles-ci aux organismes de production autorise une mobilité totale. Mobilité dans le recensement direct des besoins individuels modifiés et leur transmission directe aux organes techniques. Ce rattachement direct n'est possible que parce qu'aucun appareil d'Etat, forcé de se casser la tête sur sa "politique de prix", ne vient s'interposer entre le producteur et le consommateur. Tous les produits sont accompagnés, tout au long de leur parcours a travers la société, de leur temps de reproduction; quant à la forme sous laquelle un produit donné devra être fabriqué, c'est aux organisations de distribution de la réclamer. C'est là que réside tout le mystère de la manière dont la production et la distribution communistes rendent superflu le mécanisme de marché.

Si nous essayons maintenant de nous représenter la distribution en tant que totalité, nous voyons alors que le produit social total (PRD) se répartit de lui-même entre les différents groupes de consommateurs. Le cours du procès de production détermine lui-même comment et dans quelle proportion il passe dans la société. Du point de vue de la consommation - en ne tenant pas compte pour l'instant de l'"accumulation" - tous les groupes de consom-

mation prennent leur part (F+C)+T du produit social total, et cela dans la mesure même où ils ont contribué à la fabrication du produit social total. Cela peut se faire sans difficulté puisque pour chaque produit le temps de production qu'il a nécessité est connu.

Sur les lieux de production chaque entreprise calcule ce qu'elle utilise en moyens de production à l'aide de la formule (f+c)+t. Le procès de production total s'obtient en faisant la somme de toute les entreprises, ce que nous exprimons par la formule (F+C)+T = PRD. Ce qui vaut pour chaque entreprise vaut en conséquence aussi pour le procès de production total. Si, dans chaque entreprise et pour chaque cas particulier, on a calculé le temps social moyen de production, il faut que la somme de tous les temps de production soit représentée dans le produit total, PRD. La répartition du PRD se fait alors de la façon suivante: chaque entreprise, qu'elle fournisse des produits ou du travail social général, retire d'abord du PRD autant de produit qu'elle en a besoin pour assurer la consommation en f qu'elle a calculé à l'aide de sa formule de production. Une fois que toutes les entreprises ont effectué ce retrait, elles ont compensé leur utilisation en f, de sorte que F se trouve réparti de façon équitable.

Après quoi chaque entreprise retire du PRD autant de c qu'elle en a besoin pour son utilisation en c, ainsi qu'elle l'a calculé. Une fois que toutes les entreprises ont effectué ce retrait, C a été à son tour équitablement réparti et réinvesti dans le procès de production. Chaque entreprise particulière pourra alors distribuer aux travailleurs des bons à valoir sur le produit social, dans la mesure correspondant à ce qu'elle a elle-même calculé comme t dans sa formule. La somme de tous ces bons vaut T. Les consommateurs peuvent en conséquence retirer du PRD une somme de produit équivalente aux heures de travail fournies.

Le produit social total se trouve ainsi absorbé entièrement par la société, le rapport des groupes de consommateurs entre eux, de même que l'étendue de la distribution étant entièrement déterminés par le procès de production lui-même. Point n'est besoin de groupes de personnes spécialisées, d'instances, de toute une troupe qui détient le droit de disposer centralement de la production et de la répartition.

VIII

LA PRODUCTION SUR UNE ECHELLE ELARGIE OU ACCUMULATION

L'accumulation, fonction sociale

Jusqu'à présent nous n'avons considéré la production sociale que sous l'angle dela reproduction simple. Dans ce cas la répartition du produit social total se fait de sorte que tous les moyens de production et les matières premières soient renouvelés, tandis que la consommation individuelle absorbe ce qui reste. Avec une telle repartition du produit la production sociale de biens reste identique à elle-même: la société ne devient pas plus riche. Mais le but visé par le communisme est "à chacun selon ses besoins" et la population peut aussi augmenter, si bien que la production de biens doit s'accroître. Il en résulte que la proportion de produit qui est la disposition de la consommation individuelle ne peut être aussi importante que ce que nous avons admis précédemment. Unepartie, en effet, doit être mise de côté pour permettre l'élargissement de l'appareil de production, ce qui revient à dire que le producteur ne touche pas exactement la totalité de ce qu'a fourni son travail.

En régime capitaliste, l'élargissement de la production, l'accumulation, est la fonction individuelle du capitaliste. C'est lui qui décide s'il faut renouveler l'appareil de production, et de l'étendue de ce renouvellement. Après la suppression de la propriété privée des moyens de production, l'élargi ssement de la production de vient une fonction sociale. C'est la société qui décide de la quatité de produit et du nombre d'heures de travail qu'il faut prélever sur ce que le travail fournira au cours de la prochaine période de production pour élargir l'appareil de production.

Nous nous trouvons donc face au problème de déterminer comment effectuer ce prélèvement. La solution générale que l'on préconise, ou que l'on a préconisé, que ce soit dans la pratique comme en Russie ou dans la Hongrie des conseils, ou théoriquement comme dans la littérature consacrée à ce problème, c'est celle d'une politique des prix, imposant des taxes sur les produits afin d'alimenter l'accumulation. Nous avons montré plus haut que la politique des prix détruit, tout comme en régime capitaliste, le rapport du producteur au produit, qu'elle masque les conditions sociales réelles. Il va maintenant apparaître qu'elle brouille le calcul de l'accumulation tout autant que celui de la production. Car si l'on veut déterminer la quantité de travail supplémentaire qu'il faut mettre à disposition de l'appareil de production pour assurer un élargissement, encore faut-il, pour le moins déjà connaître la quantité de travail absorbé par le reproduction simple.

Leichter s'est approché de la solution de ce problème dans la mesure où il établit la production sur la base d'une comptabilité en temps de travail et propose de calculer exactement le temps de production nécessaire pour chaque processus parcellaire. Mais il gâche tout avec sa politique des prix qui vient réduire à néant tous lescalculs. Les entreprises peuvent bien avoir tenu une comptabilité aussi exacte que possible de tous les processus parcellaires, et avoir comptabilisé toutes leurs utilisations de moyens de production et de matières premières, etc., la direction suprême se vautre avec délices dans les orgies de la "science des prix", et la société se trouve de nouveau maintenue dans l'ignorance du nombre d'heures de travail qui entrent réellement dans chaque processus parcellaire. On ne sait donc pas combien d'heures de travail sont absorbée dans la reproduction simple. Cela étant, il devient évidemment impossible de déterminer le nombre d'heures de travail nécessaires pour élargir l'appareil de production. Si l'on veut que l'accumulation soit une action consciente, il faut avant toute chose savoir quel est le temps de travail nécessaire pour la reproduction simple. Conformément à ce que nous avons dit, ce temps est exactement connu grâce à la comptabilisation générale de (f+c)+t, ce qui pour le procès de production total se traduit par la formule: $(F_t + C_t) + T_t$ (l'indice t signifiant ici total).

La question del'élargissement de l'appareil de production sera, dans l'avenir, une des plus importantes pour la société, car elle représente un facteur dont dépend la fixation de la durée de la journée de travail. Si donc les congrès économiques des conseils d'entreprise décide d'élargir l'appareil de production de 10% par exemple, , il s'en suit qu'il faudra retirer une masse de produit égale à $0,1 (F_t+C_t)$ de la consommation individuelle. L'accumulation effectuée, la production poursuivra son cours suivant la formule $1,1 (F_t+C_t) + T_t$.

Il s'agit maintenant de savoir comment sera réalisée concrètement cette accumulation de 10%, en d'autres termes comment s'opèrera le prélèvement sur la consommation individuelle. Lors de notre analyse de la reproduction simple, nous avons vu que le produit social revenait totalement à la société, quand la consommation individuelle est effectuée selon la formule:

$$FCI = \frac{T - (F_p + C_p)}{T + T_p}$$

(Pour éviter des complications inutiles, nous n'avons pas tenu compte dans notre formule des entreprises mixtes. Les retenir, n'entraînerait aucune différence de principe.) Mais, pour assurer l'accumulation, il faut réduire la concommation de $0,1 (F_p + C_p)$, à la suite de quoi il ne reste plus que $T - 0,1 (F_t + C_t) - (F_p+C_p)$ à la disposition de celle-ci. Pour procéder à

un élargissement de 10% de l'appareil de production, le facteur de consommation individuel sera:

$$FCI = \frac{T - 0,1\ (F_t + C_t) - (F_p + C_p)}{T + T_p}$$

L'accumulation est ainsi incluse dans le facteur de consommation individuelle et il se forme ainsi un fonds social général qui s'élève exactement à $0,1\ (F_t+C_t)$ heures de travail. La décision du congrès des conseils a ainsi été menée à bonne fin.

L'utilisation du fonds d'accumulation

Les considérations qui précèdent ne prétendent avoir une portée théorique que dans la mesure où l'accumulation peut être réglée consciemment et être incluse dans le facteur de consommation individuelle. Si l'accumulation n'y est pas incluse, il en résultera inévitablement une augmentation des prix, c'est-à-dire que les temps de travail réels seront masqués. De surcroit, on aura alors, pendant une année de forte accumulation (10% par exemple), à fournir un temps de production plus élevé, disons par exemple de 5%, que par la suite, alors que les conditions de production peuvent rester inchangées. Donc, il en résulte un temps de production incertain, auquel s'ajoutent des complications imprévisibles dans le calcul de la production et la répartition du produit. Par conséquent, la manière dont s'effectue le prélèvement pour l'accumulation est liée à la marche de l'économie; en la subordonnant aux lois qui régissent la circulation du flot des produits, on est maître de son évolution.

La détermination de l'étendue de l'accumulation ne résulte pas directement du cours matériel de la production elle-même; elle résulte de causes diverses. Dans nos considérations, nous avons supposé une extension de 10% de l'appareil de production. Le fonds d'accumulation général met donc à la disposition de chaque entreprise 10%(F+C) pour leur extension. Point n'est besoin de faire appel à une allocation spéciale accordée par une quelconque autorité. La production matérielle montre de façon univoque quel est le montant de ce qui, prélevé sur le fonds d'accumulation, revient à chaque entreprise.

Un élargissement général de l'appareil de production est cependant une hypothèse irréaliste. Sans aucun doute, il y aura des branches productives qui ne demanderont aucune extension, alors que d'autres seront obligées d'"accumuler" au delà du pourcentage indiqué. De ce fait, plus tard, la rationalité exigera que seules les entreprises qui ont besoin d'une extension de leur production fassent porter au compte du TSG leur budget d'accumulation.

Malgré cela, les circonstances politiques et économiques de la période inaugurale du régime communiste feront que le prolétariat devra s'en tenir à une fixation et une répartition irrationnelle de l'accumulation. Ce qui est toutefois décisif c'est qu'à l'absence de tout droit centralisé de disposition de l'appareil, réponde l'absence d'un droit de disposition centralisé sur l'accumulation: dans ce domaine aussi, la gestion doit être entre les mains des producteurs.

Au cours d'une répartition irrationnelle de l'accumulation, chaque entreprise reçoit, par exemple, 0,1 (F+C), sans qu'on sache combien elle en a besoin pour le moment. Mais si une telle entreprise appartient à un groupe de production, à une "Guilde", l'utilisation pratique de cette allocation pourrait bien se faire de telle sorte que les entreprises associées constituent un fonds d'accumulation commun pour la "guilde". Les organisations d'entreprises participantes décideront alors sous quelle forme et dans quelle entreprise l'allocation sera employée. Elles pourront ainsi, soit parfaire l'équipement d'entreprises sous-productives, afin que celles-ci se mettent au niveau de la productivité moyenne, soit, si cela se montre plus rationnel, n'en rien faire, voire même prendre des dispositions pour les supprimer complètemen Il faut cependant que toutes ces décisions soient prises par les producteurs, si on ne veut pas que cette extension de la productivité ne se retourne, comme en Hongrie, contre eux. Dans tous les cas, l'élargissement de la production et l'accroissement de la productivité qui en découle doivent être l'oeuvre consciente des producteurs eux-mêmes.

Il est toutefois également possible que tout le groupe de la production n'ait pas besoin d'élargir sa production parce qu'il peut satisfaire toutes les demandes de la société. Dans ce cas, les organisations d'entreprises pourraient prendre la décision de mettre la totalité de leur fonds d'accumultation à la disposition de ces entreprises qui ont besoin d'une élargissement exceptionnel.

Dans la période inaugurale de l'économie communiste, il est vraisemblable que souvent on renoncera à une accumulation particularisée. Pourtant le communisme exige un regroupement des entreprises autre que celui que nous connaissons aujourd'hui. Bien des entreprises deviendront superflues alors que d'autres seront insuffisantes, en nombre et en production. Dès sa mise en oeuvre, l'économie communiste met immédiatement au premier plan l'ajustement de la production aux besoins des consommateurs; il s'agit là d'un travail organisationnel et technique colossal qui ne se fera sûrement pas sans heurts et sans conflits. Mais le prolétariat, en prenant le pouvoir, héritera grâce au "mécanisme de marché", trois fois béni et encensé parce qu'il adaptérait la production aux besoins, d'un appareil de production qui, en réali-

té, dilapide pour le moins la moitié de la force de travail de façon improductive, puisque celle-ci n'est pas organisée en vue de la stisfaction des besoins de la majorité des gens, mais en fonction de leur pouvoir d'achat.

"La plus grande fraction des travailleurs qui s'occupent de façon générale de la production d'articles de consommation destinés à la dépense des revenus, fabrique des articles servant aux capitalistes, aux propriétaires fonciers et à leur suite (fonctionnaires d'Etat, écclésiastiques,etc.), à la dépense des revenus de ceux-ci; seule une petite fraction fabrique des articles destinés à la dépense des revenus des travailleurs. Avec la transformation du rapport social entre le travailleur et le capital, avec la transformation révolutionnaire des rapports de production capitalistes, un tel état de fait changerait aussitôt. Une fois que la classe ouvrière aura pris le pouvoir, qu'elle aura la possibilité de produire elle-même, elle mettra le capital (pour parler comme les économistes vulgaires) très rapidement et sans grand peine au niveau de ses propres besoins!"

(Marx: Histoire des doctrines économiques, Ed. Costes V p. 170 ,
cité aussi par Varga : op. cit. p. 49)

La mise en accord de la production et des besoins entraîne donc une transformation complète de l'appareil de production. Les entreprises travaillant exclusivement pour les besoins de luxe de la bourgeoisie, seront, soit supprimées, soit devront se mettre, le plus rapidement possible, au service des besoins des travailleurs. Nous avons eu suffisamment l'occasion de constater, pendant la guerre et pendant les années qui ont suivi, avec quelle rapidité une telle transformation peut être effectuée. Au début des hostilités, tout l'appareil de production a été affecté à la fabrication de matériel de guerre, mais après 1918, il a été de nouveau reconverti à celle des "produits de paix". Il faut de plus remarquer que le capitalisme a mis lui-même en veilleuse son fameux mécanisme de marché, lorsqu'il lui a fallu conformer effectivement la production à ses besoins, c'est-à-dire aux éxigences de la guerre.

La transformation organisationnelle de la société en économie communiste peut s'effectuer rapidement en dépit des énormes difficultés auxquelles elle devra faire face. Les besoins déterminants de cette transformation sont ceux de l'habillement, de la nourriture et de l'habitat. Une bonne partie de la production sera consacrée à la fabrication de matériaux de construction. Bref, toute la production subira une transformation complète pour répondre aux besoins tels qu'ils s'exprimeront à travers les coopératives de consommation.

Le premier stade de la production communiste sera donc caractérisé par une forte croissance de certaines branches de la production et par la

disparition de certaines autres. Il ne saurait être question d'une accumulation homogène. Cependant, en dépit de la confusion qu'entraînera une transformation aussi rapide, le prolétariat ne devra pas se laisser entraîner à abandonner son "droit d'aînesse", c'est-à-dire laisser à d'autres le droit de disposer de l'appareil de production. C'est pourquoi une répartition irrationnelle du fonds d'accumulation sera nécessaire et justifiée.

L'accumulation spéciale

Outre cet élargissement ordinaire de l'appareil de production qui s'effectue, conformément aux exigences des organisations d'entreprise, à partir du fonds d'accumulation, il restera à exécuter d'autres travaux, comme la construction de ponts, de chemins de fer, l'aménagement de voies de communication, la construction de bateaux, la mise en valeur de terres en friche, etc. Ces travaux s'étendront sur plusieurs années. Durant cette période il faudra prélever sur la société divers produits, comme des matières premières et des moyens de subsistance, nécessaires à ceux qui effectuent ces travaux, alors que, provisoirement, aucun produit fabriqué ne lui fera retour. Ces élargissements de l'appareil de production n'absorberont pas une quantité de produit social négligeable. Il s'en suit que les congrès économiques devront consacrer une partie importante de leurs délibérations pour décider de l'ampleur de ce genre de travaux. C'est en tant que totalité que la société décide du taux de développement des services, car, plus la productivité de l'appareil de production est élevée, plus les besoins sont facilement satisfaits, et plus grande sera la part qui pourra être affectée à cette réalisation.

> "Sur la base d'une production socialisée, il faudra déterminer dans quelle mesure ces opérations - qui prélèvent pendant un certain temps de la force de travail et des moyens de production sans fournir entre temps un produit quelconque d'un effet utile - pourront s'exécuter sans porter préjudice aux branches d'industries qui, si elles prélèvent de la force de travail et des moyens de production, de façon continue ou à plusieurs reprises dans l'année, fournissent en revanche des moyens de subsistance et de production. Dans la production socialisée aussi bien que dans la production capitaliste, les travailleurs occupés dans les branches d'industrie ayant de courtes périodes de travail ne prélèveront que pour peu de temps des produits sans en fournir d'autres en échange, et les branches d'industrie à longues périodes de travail continueront à pratiquer ces prélèvements pour des temps assez longs, ne rendant rien avant longtemps. Ce phénomène a donc son origine dans les conditions matérielles du processus particulier et non pas dans sa forme sociale"

(K. Marx. Le Capital, livre II, Ed. de la Pléiade. p. 862-863 (tome 2)

"Si nous imaginons à la place de la société capitaliste une société communiste, nous voyons disparaître en premier lieu le capital-argent, et avec lui tous les avatars des transactions qu'il entraîne à sa suite. Le problème se réduit simplement à la nécessité, pour la société de calculer à l'avance la quantité* des moyens de production et de subsistance qu'elle peut, sans le moindre préjudice, employer à des entreprises (comme, par exemple, la construction de chemins de fer) qui ne fournissent ni moyens de production ou de subsistance, ni effet utile quelconque pendant un temps assez long, un an ou même davantage, mais soustraient à la production annuelle totale du travail des moyens de production et de subsistance. Dans la société capitaliste, au contraire, où l'entendement social ne s'affirme qu'après coup, de grandes perturbations peuvent et doivent toujours surgir" (Id. p. 693-694.)

Dans les passages cités, Marx a fort bien posé le problème et en a esquissé en même temps la solution générale. Mais ce n'est rien de plus qu'une vue générale qui demande à être réalisée concrètement. Et c'est là que, de nouveau, les opinions divergent. D'un côté il y a les social-démocrates et les apôtres moscovites de l'étatisation ou des nationalisations, de l'autre les partisans de l'association des producteurs libres et égaux. La conception courante, "vulgaire", du marxisme estime nécessaire l'existence d'une direction centralisée de l'économie pour l'établissement des faux-frais sociaux et préconise, bien sûr, une solution identique pour cette nouvelle question.

Selon le point de vue social-démocrate moscovite, c'est à la direction centrale de toute l'économie qu'il appartient, d'une façon générale, de diriger le déroulement de l'ensemble de la production et de la distribution et, par conséquent, de prendre en compte les cas particuliers. Et, de fait, les communistes d'Etat fondent sur ce type de problèmes un de leurs arguments principaux qu'ils estiment définitif, en faveur d'instances centralisées, de l'Etat, pour assumer la nécessaire direction de l'économie dans son ensemble. A les en croire, on ne peut éviter les perturbations qu'entraîne, en régime capitaliste, ce genre de travaux que si l'on atteint à une vue d'ensemble de la production et qu'on règle cette dernière avec précision. Ceci est incontestable. Mais les marxiste de cet acabit en tirent la conclusion que cela prouve que l'Etat doit diriger et gérer toute l'économie, que ce soit du point de vue technique, organisationnel, ou économique. Quant aux méthodes que l'Etat doit utiliser pour déterminer la production et la répartition et ainsi, traitant le problème posé comme une question annexe, le résoudre du même coup, il suffit de se reporter aux recettes de Hilferding que nous avons déjà citées:

(*) Ici manquent, dans la traduction française, les mots: de travail (NdT)

" Comment, où, combien, avec quels moyens seront fabriqués de nouveaux produits à partir des conditions de production disponibles, naturelles ou artificielles?...(Tout cela) sera déterminé par les commissaires régionaux ou nationaux de la société socialiste qui, calculant les besoins de la société à l'aide de tous les moyens fournis par une stastitique organisée de la production et de la consommation prévoient consciemment l'aménagement de la vie économique d'après les besoins des collectivités consciemment représentées et dirigées par eux" (R. Hilferding: op. cit)

Nous avons déjà montré précedemment ce que valent de telles statistiques et comment, d'un point de vue théorique, elles se rattachent au communisme de caserne, tandis que, d'un point de vue pratique, elles courent, nécessairement et à brève échéance, à la faillite. Mais, cela mis à part, il est évident que des statistiques ne peuvent avoir de sens que si elles sont établies à partir d'une unité sociale de mesure. Des statistiques qui indiquent le nombre de tonnes de charbon, de céréales, de fer, etc, bref le poids, le volume, la quantité de tel ou tel matériau ou objet qui devront être utilisés sont absolument sans intérêt pour la détermination sociale de la production et de la répartition. On aura beau inventer formules sur formules, plus subtiles les unes que les autres, si la mesure fondamentale n'est pas une mesure sociale, si elle n'exprime pas le rapport du producteur au produit, les statistiques que l'on dressera pour régler la production et la reproduction sociales seront totalement absurdes. Le sens de la révolution sociale est précisément de transformer le rapport du producteur au produit. Marx a envisagé ce rapport sous l'angle historique et en a fait une étude scientifique exacte en ce qui concerne la société capitaliste. Avec la transformation de l'ordre social se transforme le rapport du producteur au produit et le nouvel ordre qui s'installe entraîne justement une redéfinition de ce rapport.

La révolution sociale établit le nouveau rapport du producteur au produit , en attribuant au travailleur le droit de jouir d'une quantité de produit social correspondant à son temps de travail, et, dans ce but, elle a recours à l'application généralisée de la comptabilité en temps de travail.

Ces messieurs de la statistique ne songent pas un seul instant à créer ce nouveau rapport, et, de ce fait, il ne leur vient pas à l'idée d'utiliser cette comptabilité. C'est pourquoi il font usage de ces bonnes vieilles catégories capitalistes, telles que le marché, les prix, la marchandise, l'argent, et il leur devient ainsi impossible d'assurer la reproduction simple. Le capitalisme d'Etat n'a pas la moindre idée du nombre d'heures de travail absorbées par une branche donnée de la production et encore bien moins du nombre qu'en exige la reproduction simple.

Il est hors de question que sous le régime du communisme d'Etat, ou, pour mieux dire, du capitalisme d'Etat, que la société parvienne à "calculer à l'avance la quantité (de travail), des moyens de production et de subsistance qu'elle peut, sans le moindre préjudice, employer à des entreprises (comme, par exemple, la construction de chemins de fer) qui ne fournissent ni moyens de production ou de subsistance, nieffet utile quelconque pendant un temps assez long". Aussi faut-il que la societé, dans ce cas, résolve le problème dela même manière que le capitalisme, c'est-à-dire au hasard des circonstances. Lesdommages que cette manière de faire entraîne pour les autres branches de la production, devront être camouflés dans la mesure du possible. Il est evident que ce n'est pas là une solution valable du problème: autant dire qu'on a laissé les choses dans le statu quo.

Le communisme ne peut utiliser une telle méthode et, d'ailleurs, il n'en a que faire. Grâce à sa comptabilité exacte, il connaît parfaitement le temps nécessaire à la reproduction de toute chose, qu'il s'agisse d'une livre de sucre, d'une représentation théatrale, d'une branche entière de l'économie, ou de toute la vie économique, tandis que, d'autre part, l'accumulation ordinaire s'effectue à l'intérieur d'un cadre fixe. Ainsi la société a la possibilité de déterminer avec précision la quantité de temps de travail dont elle peut disposer pour des travaux importants, sans avoir recours à un quelconque élément "personnel". Voilà comment ce problème trouve, lui aussi, sa solution concrète, grâce à l'exacte détermination du rapport du producteur au produit, fondée sur la comptabilité en temps de travail que tiennent les organisations d'entreprise.

Si la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer apparaît nécessaire, il faudra tout d'abord établir un budget indiquant combien d'heures de travail seront nécessaires pour cette construction et le nombre d'années sur lesquelles il faudra l'étaler. Le congrès des conseils décide-t-il de mettre en chantier les travaux, la société devra fournir ce qui est nécessaire à leur réalisation. Les travaux de ce type sont à ranger dans la catégorie du travail social général. Ils ne seront vraisemblablement achevés qu'au bout de trois ou quatre ans, et, pendant ce temps, auront consommé toute sorte de produits sans rien fournir en retour. Si, cependant, on a fait porter au compte du T.S.G. le nombre d'heures detravail qu'il faudra dépenser à cette fin chaque année, moyennant une retenue sur le "facteur de consommation individuelle" (F.C.I.), la société aura pu tenir prêt, fourni par la production ordinaire, le produit du nombre d'heures de travail correspondant à cette accumulation spéciale. Il n'y a rien ici qui puisse entraîner des perturbations quelles qu'elles soient dans d'autres branches de la production, rien qui puisse rompre le rapport exact du producteur au produit.

Du point de vue économique le problème est donc résolu. Mais il reste encore la question organisationnelle et technique, celle de la juste répartition de la main d'oeuvre. A ce propos nous ne pouvons faire que des remarques de portée générale, car la réponse n'est pas du domaine purement théorique mais dépend des multiples aspects de la situation pratique avec ses conditions parpétuellement changeantes. Il est donc impossible de présire à l'avance comment les principes généraux s'appliquent dans le détail.

Aussi nous contenterons nous defaire une remarque générale: lorsque la société a décidé d'exécuter des travaux exceptionnels (construction de chemins de fer, etc.) elle met à la disposition de ceux-ci par inscription au comptedu T.S.G. la quatité nécessaire de produits sociaux, exprimée en heures de travail; du même coup elle détermine une nouvelle répartition des forces de travail.

Pour [illegible] mieux comprendre ce processus, représentons nous d'abord une économie de reproduction simple. En donnant suite aux éigences régulières desorganisations de répartition qui expriment, dans leur totalité, les besoins individuels, on bâtit un appareil de production adapté à la satisfaction de ces besoins. Si, de plus, on fait abstraction des transformations que les conditions naturelles peuvent imposer à l'appareil de production, on voit que l'accord réciproque des entreprises sur un telle base aboutit à une situation que l'on peut qualifier de stationnaire. Dans ce cas la répartition de la force de travail reste aussi stationnaire, sans que, bien enten du, un individu ne puisse changer de lieu de travail.

Mais un tel état de la production sociale est une pure vue de l'esprit. La réalité s'en écarte constamment. C'est déjà le cas pour l'accumulation ordinaire, même si on la suppose, en principe, régulière. Des transformations de l'appareil de production peuvent en effet être réalisées ce qui entraîne un changement de la répartition des forces de travail. Si l'accumulation est irrégulière ces transformations auront un caractère instable, mais, pourtant, il est fort peu probable qu'une telle irrégularité entraîne des complications sociales dans la répartition des forces de travail. Les énergies que le capitalisme entrave dans son armée de réserve industrielle où il va puiser en cas de besoin, trouvent à s'employer en régime communiste, grâce au désir de créer grâce à l'initiative des producteurs eux-mêmes.

C'est bien cette faculté qui nous permet de supposer que des travaux exceptionnels, comme ceux que nous avons envisagés ci-dessus, n'engendreront pas autant de difficultés en régime communiste qu'en système capitaliste. Car c'est du bon vouloir des travailleurs que dépend l'exécution de ces travaux et ce sont justement les travailleurs qui ont pris la décision de les entreprendre par l'intermédiaire de leursorganisations.

Reste une dernière question: dispose-t-on, pour s'exprimer comme les capitalistes, de suffisamment de force de travail pour effectuer de tels travaux? C'est intentionnellement que nous disons: pour s'exprimer comme les capitalistes , car l'économie capitaliste puise dans le reservoir de la force de travil superflue. En régime communiste l'existence d'une armée de réserve serait un contre-sens. C'est pourquoi lorsqu'on voudra éxécuter des travaux exceptionnels, il faudra prélever les forces de travail nécessaires de lieux de travail déjà existants. Autrement dit, il faudra proceder à une nouvelle répartition de la force de travail en général.

L'étendue de cette nouvelle répartition, le choix des branches productives où devra se faire le retrait se trouvent déjà donnés dans la décision du congrès des conseils de mettre en oeuvre les travaux en question et de diminuer en conséquence le facteur de "consommation individuelle". Aussi la production destinée à la consommation individuelle diminue-t-elle dès lors d'une quantité d'heures de travail équivalente à celle qui entrent annuellement dans la réalisation de cette accumulation spéciale. C'est donc dans le secteur de la production que seront libérées les forces de travail nécessaire à la construction du chemin de fer projeté.

Pour terminer, faisons remarquer que les travaux exceptionnels finissent par devenir, eux-aussi, règle courante. Il n'y aura plus à ce moment là de déplacement notable dans lesgroupes productifs, les forces de travail nécessaires à leur exécution étant, dès lors, constamment disponibles.